



Lettre ouverte à M Laurent BATAILLE

Président du Territoire France de Schneider Electric

Paris, lundi 15 septembre 2025

Monsieur le Président,

Nous vous interpellons ce lundi 15 septembre 2025 pour vous faire part de notre inquiétude grandissante sur le devenir du Territoire France et par corollaire sur l'avenir de nos sites et des emplois induits.

Notre nouveau CEO, Olivier BLUM, a réaffirmé sa confiance dans le rôle du « Country Président » et nous partageons pleinement cette position qui correspond à nos demandes. Il vous faut maintenant lever nos interrogations légitimes.

L'annonce de la fermeture du site CEV (Construction Electrique du Vivarais) à Privas mardi 9 septembre 2025 a été un choc pour tous les salariés en France et encore plus pour les salariés concernés qui ressentent une véritable trahison des dirigeants de Schneider.

Une forte incompréhension voire un « malaise » se propage au sein de l'ensemble des salariés du Territoire et c'est pourquoi toutes les équipes FO de toutes les sociétés du Groupe en France représentant tant les entités industrielles que tertiaires se sont mobilisées ce matin pour vous transmettre les inquiétudes de tous vos salariés.

Depuis plusieurs mois maintenant, les représentants FO vous ont interpellé dans les différentes instances légales du groupe en France pour comprendre comment en tant que Président Schneider France vous alliez solliciter les autres dirigeants du groupe pour maintenir tous nos sites industrielles et logistiques.

La contribution de la France aux résultats du Groupe devrait normalement la protéger « d'être pillée » par les autres pays du Groupe, que se soit dans le domaine de la R&D ou de la Supply Chain.

Malheureusement, la France dans l'Europe s'appauvrit, sans aucune réponse de votre part sur le « comment » Schneider va répondre à la Réindustrialisation de la France.

Lors de la Rencontre des Entrepreneurs de France des 27 et 28 août 2025, vous avez tenu des paroles encourageantes qui se sont malheureusement traduites une semaine plus tard par l'annonce d'un plan social avec fermeture d'une usine, Privas, pour en soit disant sauver une autre, Carros, tout en délocalisation hors France des milliers d'heures de logistique à un prestataire externe alors que deux centres logistiques existent en France : nous attendons de vous de porter la réponse de Schneider dans les faits à la Réindustrialisation de la France, cela devient urgent !

Ces décisions nous interpellent : Y a-t-il pour la France un pilote dans l'avion ?

Les sites français vont-ils survivre sur le « cadavre » des autres sites ?

Les salariés lors des dernières élections nous ont apporté massivement leur voix plaçant ainsi en première position notre organisation syndicale au niveau de l'entreprise. C'est un gage de confiance qui correspond à notre politique réformatrice et contractuelle que nous menons invariablement.

L'esprit « Gagnant / Gagnant » dans l'intérêt de l'entreprise et de ses salariés sur le Territoire France.

Pour rester factuel, marque de notre syndicat, quelques dossiers restés en souffrance pour lesquels vous vous êtes engagés comme pour palier aux manques d'heures de fabrication sur le site de Chasseneuil du Poitou alors que GSC externalise en sous-traitance des centaines de milliers d'heures. A ce jour, pas de nouvelles, avez-vous baissé les bras ? Est-ce la prochaine annonce de fermeture ?

A l'aube de la présentation du nouveau programme d'entreprise « Schneider 2030 », nous sommes très inquiets des « hypothèses » de restructurations annoncées par Thierry TRICOT, EVP GSC Europe. Pourquoi chez ETO vous investissez et chez GSC vous fermez et délocalisez des charges hors France en prétextant vous rapprocher de nos clients finaux pour organiser un tsunami de produits venant de l'Inde (l'Eldorado du groupe) ou des autres pays d'Asie ?

Les Plans Sociaux sur le périmètre GSC en France vont-ils se généraliser comme « traitement social » avec suppression de centaines d'emplois en France. Est-ce la contribution du Groupe Schneider à la nation qui se voit attribuer du Crédit d'Impôt Recherche et CICE ou des aides financières avec France Relance sans aucun engagement à maintenir ni l'emploi ni les outils de production sur le Territoire ?

Dernière directive du Groupe, sauver les objectifs « du toujours plus » pour 2025 en engageant des suppressions d'emplois par des départs en rupture conventionnelle sans nouveaux recrutements dans toutes les organisations managériales (BU EM et IA, GSC, France Opérations, ...) en espérant que ce soient des volontaires et non pas une « chasse aux sorcières » ce qui ne permettra pas de renouveler les compétences comme annoncé partout en interne et en externe. Nous entendons des rumeurs de -10% de structures en France, est-ce le bon chiffre ? Nous espérons vraiment nous tromper car ce serait catastrophique. Nous sommes déjà alertés sur des « pressions » de managers trop zélés.

Nous n'accepterons pas un autre plan social « déguisé » pour réduire rapidement les effectifs de la France pour sauver « les résultats 2025 » de toutes les manières possibles peut-être même pour mieux la fusionner avec la zone Europe et ainsi faire disparaître « le Pays France » et l'Histoire associée pour n'en faire qu'un pays comme les autres.

Pour conclure, Monsieur le Président, nous vous savons soucieux du dialogue social et du respect des instances représentatives du personnel (le Comité de Groupe, les CSE central et les CSE). Certes la tâche est difficile et complexe mais les salariés qui travaillent pour le Groupe en France ont besoin d'un vrai « Capitaine d'Industrie » qui a une parole entendue dans le Groupe.

Nous sommes tous des salariés de notre entreprise avant tout, et tous les jours nous venons au travail pour que Schneider fructifie et nous assure un emploi rémunéré à la hauteur de notre engagement.

Nous vous demandons de répondre sans ambages à nos questions et mettre en œuvre avec vos équipes les actions qui seront de nature à redonner des couleurs à la France pour l'emploi, les salariés et leur famille, sur l'ensemble des sites du Territoire.

FO tire un signal d'alarme pour l'ensemble des sites industriels et des sites tertiaires du Territoire France. Le nouveau programme Schneider 2030 ne doit pas cacher la « mise à mort » d'une partie de notre Industrie Française.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Les représentants FO du Groupe Schneider Electric en France